

et du commerce en temps de guerre de vastes pouvoirs pour la coordination "des moyens d'effectuer le transfert de la population qui se trouve dans ces localités, ainsi que le contrôle et l'utilisation des logements disponibles qui y sont situés." Ces pouvoirs ne s'appliquaient qu'avec l'approbation expresse de la municipalité concernée. Au début de 1945, des administrateurs du logement d'urgence furent nommés à Ottawa, Toronto, Vancouver, Victoria, Hamilton et Hull; mais les autorités locales de Montréal décidèrent de ne pas participer au projet. Une des principales fonctions d'un administrateur consiste à coordonner les activités de tous les organismes actuellement intéressés au problème du logement, dans le but d'assurer l'utilisation de tout logement disponible le plus avantageusement possible. Les bureaux locaux d'enregistrement des logements ont été placés sous la juridiction des administrateurs du logement d'urgence.

Conclusion.—Les initiatives de la Commission ne sont qu'une partie du programme de stabilisation générale entrepris par le gouvernement. Des contrôles sont aussi exercés sur le pouvoir d'achat, au moyen d'impôts et d'emprunts publics, et sur les salaires et le capital humain. Les chiffres ne reflètent qu'imparfaitement l'efficacité d'un programme de stabilisation générale. Toutefois, certaines indications du résultat de l'application du programme de stabilisation du gouvernement sont donnés aux sections 1 et 2 de ce chapitre, où est décrit le mouvement des prix de gros et du coût de la vie. Les variations de l'indice officiel du coût de la vie et de ses parties intégrantes remontent au début de la guerre et à l'introduction du plafonnement général des prix en décembre 1941. La comparaison des changements survenus dans les prix de gros et le coût de la vie au cours de la guerre actuelle et des variations correspondantes pendant la guerre de 1914-18 démontre également l'efficacité des contrôles exercés durant cette guerre.

Section 1.—Prix de gros des denrées

La tendance générale des prix de gros est à la hausse pendant les seize années qui précèdent la guerre de 1914. D'une moyenne de 43·6 en 1897, l'indice général des prix de gros (1926=100) avance sans interruption appréciable à 61·4 en juillet 1914. A la fin de la guerre, en novembre 1918, cet indice parvient à 132·8 et continue d'avancer jusqu'à la cime d'inflation de 164·3 en mai 1920. La période subséquente de déflation dure environ deux ans et, de 1922 à 1929, le niveau des prix demeure comparativement stable. Les moyennes annuelles, au cours de cet intervalle, varient d'un sommet de 102·6 en 1925 à 95·6 en 1929. Les trois années qui suivent 1930 subissent les graves conséquences de la crise économique et les prix tombent aux niveaux de 1913. En février 1933, l'indice des prix de gros tombe au minimum de 63·5 avant de se remettre à la hausse. Le recouvrement irrégulier se poursuit jusqu'en 1937, mais le niveau le plus élevé de 87·6, atteint en juillet 1937, est sensiblement au-dessous de la moyenne de 1926. L'effondrement du marché du blé en 1938 et la dépression assez générale des autres marchés font passer les prix de gros, à la veille de la guerre de 1939, à environ onze points au-dessus de ceux de 1913. L'indice de 72·3 du mois d'août 1939 représente le niveau minimum d'un déclin de deux années. Le mouvement des prix avant la déclaration de la guerre actuelle est par conséquent très différent de celui qui a précédé la guerre de 1914-18. Le niveau relativement bas des prix en août 1939 influe probablement sur la hausse initiale plus prononcée au début des hostilités. Toutefois, le niveau des prix se stabilise en 1940 et ne révèle aucune avance brusque avant 1941. A cette époque, la vaste expansion de la production de guerre entame largement